

**VOUS INFORME QUE CE DOCUMENT FAIT L'OBJET D'UNE PROCEDURE DE**

## **SIGNATURE ÉLECTRONIQUE**

Le présent document est établi en un (1) exemplaire original signé par voie électronique par chacune des parties, qui ont consenti à l'utilisation de ce procédé et reconnu comme totalement valable ledit procédé de signature.

La version numérique de ce document a une valeur juridique probante complète, sa re-matérialisation sur papier n'est pas nécessaire.

La signature électronique vaut signature de **toutes les pages** et en conséquence remplace le **paraphe** de chacune des pages.

---

*Les Parties reconnaissent que le procédé technique de signature électronique mis en œuvre permet de garantir et constituer la preuve de (i) l'identification du signataire du document, (ii) la préservation de l'intégrité de son contenu. Les Parties renoncent expressément à contester la recevabilité, la validité et la force probante de la signature électronique du présent document.*

*Les Parties conviennent que l'acte signé ce jour (i) constituera l'original dudit acte (ii) constituera une preuve par écrit, au sens des articles 1364 et suivants du Code civil, pouvant être valablement opposée aux Parties (iii) sera susceptible d'être produit en justice en cas de litige.*

*Les Parties reconnaissent enfin que le présent document signé par voie électronique sera le cas échéant admis comme original devant les tribunaux et fera la preuve des contenus qu'il contient, preuve recevable, valable et opposable entre les Parties, de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante qu'un document qui revêt une signature manuscrite, conformément aux articles 1356, 1366 à 1368 du Code civil.*

Les signataires ci-dessous ont signé numériquement :

---

Quentin LE MEUR

✓ Certified by  yousign

Signé le 07-05-2025  
par Quentin LE MEUR

## **CENTRE SOCIAL ET CULTUREL INTERCOMMUNAL ROLAND CHARRIER**

*Association Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901*

*139 rue d'Anjou  
49260 MONTREUIL-BELLAY*

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

**Rapport sur les comptes annuels**



AUDIT

**Sylvain BEGENNE**  
**Sophie DELSAUX**  
**Sophie GRANIER**  
**Rémi LAMBERT**  
**Quentin LE MEUR**  
**Matthieu FOUQUERON**  
**Anne PANANCEAU-MOCHER**  
Commissaires aux Comptes

Adresse de correspondance : TGS France Audit – Parc d'Activités Angers-Beaucouzé  
1 rue du Tertre – CS 60119 – 49072 BEAUCOUZÉ CEDEX

Tél 02 41 22 22 30 – Fax 02 41 47 47 95 – E-mail [beaucouze-audit@tgs-france.fr](mailto:beaucouze-audit@tgs-france.fr)

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'Assemblée Générale de l'association Centre Social et Culturel Intercommunal Roland Charrier,

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Social et Culturel Intercommunal Roland Charrier relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe « Principes comptables généraux » expose les principes comptables applicables notamment le principe lié à l'indépendance des exercices. Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les procédures mises en œuvre par l'association sur lesquelles se fondent les évaluations relatives à l'indépendance des exercices.

### **VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous vous signalons, par ailleurs, qu'en raison de la réception tardive de certains documents, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans un autre délai.

### **RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE ASSOCIATIVE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

## **RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Beaucouzé  
*Signé numériquement*  
Pour **TGS France Audit**,

**Quentin LE MEUR**  
*Commissaire aux Comptes*

# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	16 653	10 655	5 998	518
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	20 438		20 438	20 438
	Constructions	239 015	60 206	178 809	193 212
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	65 319	57 409	7 911	6 708
	Autres immobilisations corporelles	187 669	176 504	11 165	7 775
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 232		1 232	1 232
	Prêts	11 173		11 173	11 984
	Autres immobilisations financières				
<b>TOTAL (I)</b>		<b>541 500</b>	<b>304 774</b>	<b>236 725</b>	<b>241 867</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	38 228		38 228	41 965
	Créances reçues par legs ou donations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres créances	305 250		305 250	540 623
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	128 535		128 535	305 870
	<b>DISPONIBILITES</b>	657 614		657 614	128 266
	Charges constatées d'avance	3 556		3 556	2 290
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 133 183</b>		<b>1 133 183</b>	<b>1 019 014</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>		<b>1 674 682</b>	<b>304 774</b>	<b>1 369 908</b>	<b>1 260 881</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				11 173	11 984
(3) dont à plus d'un an					



## Etat exprimé en euros

**31/12/2023**

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise	Fonds propres		
	Fonds propres statutaires	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subv d'inv affectées à des biens renouv</i>	178 588	178 588
	Fonds propres complémentaires			
		Ecarts de réévaluation		
	Fonds propres avec droit de reprise			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Ecarts de réévaluation			
	Réserves	Réserves		325 308
	Réserves statutaires ou contractuelles			
	Réserves pour projet de l'entité		407 850	
	Autres			
	Report à nouveau	Report à nouveau	220 178	200 684
	Excédent ou déficit de l'exercice	Résultat de l'exercice	23 606	102 037
	Total des fonds propres (situation nette)	Total des fonds propres	830 223	806 617
	Fonds associatifs avec droit de reprise			
	- Apports			
	- Legs et donations			
	- Subv d'inv affectées biens renouv			
	Droits des propriétaires			
	Ecarts de réévaluation			
	Fonds propres consommables			
	Subventions d'investissement	19 744	16 281	
	Provisions réglementées			
	Provisions réglementées			
	Total des autres fonds propres	19 744	16 281	
	Total des autres fonds associatifs			
	Total des fonds propres   Total des fonds associatifs	849 967	822 897	
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	Fonds dédiés sur legs et donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	Sur subventions de fonctionnement		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	Sur dons manuels	34 139	52 244
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public			
	Total des fonds reportés et dédiés	34 139	52 244	
Provisions	Provisions pour risques	16 813	10 434	
	Provisions pour charges		378	
	Total des provisions	16 813	10 812	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES			
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	145 569	164 960	
	Emprunts et dettes financières divers			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	DETTES D'EXPLOITATION			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55 880	34 209	
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales	102 145	107 506	
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	14 168	16 024		
Produits constatés d'avance	151 227	52 229		
	Total des dettes	468 989	374 928	
	Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		1 369 908	1 260 881	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		23 606,49	102 036,68	
(1) Dont à moins d'un an		269 631	374 928	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP				

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations   Cotisations	7 731	
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens   Ventes msés, produits fabriqués		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service   Prestations de services	334 873	304 397
	dont parrainages		
	Productions stockée   Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation   Subventions d'exploitation	1 267 456	1 336 803
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels   Dons		27 942
	Mécénats		
CHARGES D'EXPLOITATION	Legs, donations et assurances-vie   Legs et donations		
	Contributions financières		
	Autres pdts de gestion courante		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	18 543	23 313
	Utilisations des fonds dédiés	23 578	
	Autres produits   Autres produits	21 474	
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>1 673 653</b>	<b>1 692 455</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	67 148	66 465
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	407 582	401 362
	Aides financières   Subvention accordées par l'association		
	Impôts, taxes et versements assimilés	67 818	56 641
	Salaires et traitements	820 310	782 194
	Charges sociales	230 365	216 047
	Dotation aux amortissements et dépréciations	26 478	27 955
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	11 000	
	Autres charges	4 937	3 896
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>1 635 637</b>	<b>1 554 561</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>38 016</b>	<b>137 894</b>

# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		38 016	137 894
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	14 245	5 238
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		14 245	5 238
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	874	982
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		874	982
RESULTAT FINANCIER		13 371	4 256
RESULTAT COURANT avant impôts		51 387	142 149
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 245	11 378
	Sur opérations en capital	2 063	4 565
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	378	
	Total des produits exceptionnels	4 686	15 943
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	24 374	27 781
	Sur opérations en capital		1 591
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	6 378	3 756
	Total des charges exceptionnelles	30 753	33 127
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(26 066)	(17 184)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 714	
(+ ) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			29 315
(- ) Engagements à réaliser sur ressources affectées			52 244
TOTAL DES PRODUITS		1 692 585	1 742 951
TOTAL DES CHARGES		1 668 978	1 640 914
EXCEDENT ou DEFICIT		23 606	102 037
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		110 311	
Prestations en nature		17 905	22 459
Bénévolat			109 784
TOTAL		128 216	132 243
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			5 144
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations		17 905	17 315
Personnel bénévole		110 311	109 784
TOTAL		128 216	132 243

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

« Le Centre Social Roland Charrier a pour but :

- d'apporter une contribution à l'animation et au développement social local en général,
- d'accueillir, promouvoir, soutenir et éventuellement associer, tout groupement dont les buts sont compatibles avec ceux de l'association et qui adhèrent à ses statuts et à son règlement intérieur,
- de promouvoir l'ensemble des activités et services à caractère social, socioculturel, éducatif et socio-économique au profit de toute la population intéressée sans discrimination, de prendre contact avec les organismes sociaux, les institutions et les collectivités territoriales pour obtenir leur accord, leur soutien et un financement. »

Son modèle économique est basé sur une part de subventions des collectivités territoriales (syndicat, communes, préfecture), une part de subvention de la CAF. Pour mener à bien ses projets le centre social répond à des appels à projets du Département, de la Région de l'Etat, de l'Europe ainsi que des partenaires sociaux comme la CAF, la CARSAT, ... Les familles du territoire participent au budget à travers les services d'animation enfance, jeunesse, famille, sénior.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 369 908** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 692 585** euros et un total **charges** de **1 668 978** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **23 606** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Achats

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

## Les subventions

	Intitulé	2024
741051	SUBVENTIONS ETAT	-91 782,31
742000	SUBVENTIONS ET PRESTA REGION	-3 100,00
743040	SUBVENTION ET PRESTA DEPARTEME	-28 129,67
744050	MUNICIPALITE AVEC CONVENTIONS	-89 719,40
744051	MUNICIPALITE SUBVENTIONS EXCEP	-13 462,64
744052	MUNICIPALITE COMPENSATION LOYE	0
744053	CCAS AVEC CONVENTION	-6 383,65
744055	SIVT AVEC CONVENTIONS	-252 318,00
744056	SIVT SUBVENTIONS EXCEPTIONNELL	0
744057	SIVT COMPENSATION LOYER	0
744058	AUTRES COMMUNES	-18 071,60
746010	CAF SUBVENTION ET PRESTATIONS	-728 633.50
746011	CAF SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLE	0
748060	SUBVENTION ET PRESTATIONS MSA	-27 011,23
748062	SUBVENTION ET PRESTATIONS DIVE	-8 843,61

## Les provisions

### IFC

**Les hypothèses de tarification** Pour estimer le montant de l'engagement passé et futur de votre entreprise et définir le plan de financement personnalisé, l'étude actuarielle est réalisée à partir de

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

paramètres économiques, sociaux et techniques propres à votre entreprise que vous nous avez transmis :

**Paramètres économiques :L'augmentation annuelle des salaires :**

- 1,50 % constant pour la catégorie : Cadres
- 1,50 % constant pour la catégorie : Non Cadres

Le taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds est de : 3.5 % (inflation comprise).

**Paramètres sociaux :Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à :**

- 65 ans pour la catégorie : Cadres
- 65 ans pour la catégorie : Non Cadres

Le taux de rotation retenu est :

- Moyen pour la catégorie : Cadres
- Moyen pour la catégorie : Non Cadres

Le taux de charges sociales patronales est :

- 34.26 % pour la catégorie : Cadres
- 34.26 % pour la catégorie : Non Cadres

Le départ intervient à l'initiative du salarié.

**Paramètres techniques :L'année des calculs retenue est 2024.**

- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2020-2022 - donnees prov..
- La méthode de calcul retenue est la méthode : ANC 2021.
- Les plans de financement établis tiennent compte de l'ensemble des salariés.
- La tarification est établie soit sur la base de cotisations lissées (\*), soit sur la base de versement(s) unique(s) assorti(s) de cotisations lissées dans le temps.
- Les cotisations sont supposées être payées annuellement d'avance, les départs étant prévus en début d'année.
- Le fonds collectif est utilisé pour le remboursement des seules indemnités de fin de carrière, les cotisations sont donc exonérées de la taxe sur les conventions d'assurances.

(\*) Les tables de progression de salaire et de rotation sont détaillées en annexe 2- voir définitions en annexe 3.

Au 31/12/2024 la dette actuarielle est de 12720 euros.

**Autres Provisions**

L'indemnité d'une rupture conventionnelle a été provisionnée. L'ensemble des conditions suspensives ont été levé au 6 janvier 2025. La provision est de 4092.50.

# Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	9 393		7 260			16 653
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 393		7 260			16 653
CORPORELLES	Terrains	20 438					20 438
	Constructions sur sol propre	183 946					183 946
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	55 069		675		675	55 069
	Instal technique, matériel outillage industriels	63 066		2 254			65 319
	Instal., agencement, aménagement divers	43 378		1 919			45 297
	Matériel de transport	67 260		4 259			71 519
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	64 396		6 457			70 853
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	497 553		15 563		675	512 442
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	1 232					1 232
	Prêts et autres immobilisations financières	11 984		889		1 700	11 173
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	13 216		889		1 700	12 405
TOTAL		520 162		23 712		2 375	541 500



## Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	8 875	1 780		10 655
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>8 875</b>	<b>1 780</b>		<b>10 655</b>
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	33 774	9 197		42 971
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	12 030	5 205		17 235
	Instal technique, matériel outillage industriels	56 357	1 051		57 409
	Autres instal., agencement, aménagement divers	41 886	2 672		44 558
	Matériel de transport	65 429	2 835		68 265
	Matériel de bureau, mobilier	59 944	3 738		63 682
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>269 421</b>	<b>24 698</b>		<b>294 119</b>
<b>TOTAL</b>		<b>278 296</b>	<b>26 478</b>		<b>304 774</b>

# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2024

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES				
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	11 173	11 173	
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	38 228	38 228	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	58	58	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	273 785	273 785	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	31 406	31 406	
	Charges constatées d'avances	3 556	3 556	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>358 206</b>	<b>358 206</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

31/12/2024

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES					
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	145 569	19 499	79 100	46 969
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	55 880	55 880		
	Personnel et comptes rattachés	33 759	33 759		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	54 237	54 237		
	Impôts sur les bénéfices	1 714	1 714		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	12 435	12 435		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	14 168	14 168		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	185 366	112 078	73 289	
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>503 128</b>	<b>303 770</b>	<b>152 389</b>	<b>46 969</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		19 391			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

# Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros

	Capitaux propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1 <sup>1</sup>	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice <sup>2</sup>	Capitaux propres clôture 31/12/2024
Capital social	178 588				178 588
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...					
Ecart de réévaluation					
Réserve légale					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	325 308	82 542			407 850
Report à nouveau	200 684	19 495			220 178
Résultat de l'exercice	102 037	(102 037)		23 606	23 606
Subventions d'investissement	16 281			3 464	19 744
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>822 897</b>			<b>27 070</b>	<b>849 967</b>

Date de l'assemblée générale

Dividendes attribués

<sup>1</sup> dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1

822 897

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif

822 897

<sup>2</sup> Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure

27 070

## Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
conseiller numerique	35 281	12 142		23 139
msa gnr	10 909	10 909		
mobilité département	526	526		
charge de coopération			11 000	11 000
sub invest	5 527	5 527		
<b>TOTAL</b>	<b>52 244</b>	<b>29 105</b>	<b>11 000</b>	<b>34 139</b>

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
<b>TOTAL</b>				

# Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		4 093		4 093
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts	378		378	
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	10 434	2 286		12 720
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>10 812</b>	<b>6 378</b>	<b>378</b>	<b>16 813</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	3 172		3 172	
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>3 172</b>		<b>3 172</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>13 984</b>	<b>6 378</b>	<b>3 550</b>	<b>16 813</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			6 378	3 172 378	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					